

SYRIE

Offensive meurtrière à Homs avant l'arrivée des observateurs arabes

Les forces syriennes ont lancé une offensive militaire majeure pour prendre le contrôle du quartier de Baba Amro à Homs, un bastion de l'opposition au régime syrien, faisant au moins vingt morts, à quelques heures de l'arrivée des observateurs arabes.

«Des tirs d'obus et de mitrailleuses lourdes contre le quartier de Baba Amro ont fait hier matin au moins 14 tués et des dizaines de blessés. La situation est effrayante et le pilonnage est plus intense que les trois derniers jours», a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Six civils ont péri dans d'autres quartiers de Homs, selon la même source, qui cite des militants sur place. «Baba Amro est pilonné par l'artillerie lourde et des mitrailleuses anti-aériennes, et des dizaines d'explosions résonnaient tandis que des maisons ont été détruites», ont rapporté les Comités locaux de coordination (LCC), qui organisent la mobilisation sur le terrain. Plus au nord, trois civils dont un adolescent de 14 ans, ont été tués dans la province de Hama quand les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants à Khattab.

L'OSDH, basé au Royaume-Uni, a demandé au secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, «d'intervenir immédiatement» pour empêcher un assaut contre l'hôpital

al-Hikma, situé aux abords de Baba Amro et «l'arrestation des blessés qui s'y trouvent». Le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la plupart des courants de l'opposition, avait déjà demandé dimanche à la mission de la Ligue arabe à se rendre immédiatement à Homs, troisième ville du pays située à 160 km au nord de Damas. D'importantes manifestations contre le régime s'y déroulent régulièrement, ainsi que des affrontements meurtriers entre l'armée et des «déserteurs».

La France a également demandé aux autorités syriennes de permettre aux observateurs de se rendre à Homs. «Alors que la répression n'a fait que s'accroître (...), les autorités de Damas doivent impérativement permettre (...) l'accès dès cet après-midi des observateurs à la ville de Homs, où les violences sont particulièrement sanglantes», a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Bernard Valero. Une première délégation d'environ 50 experts civils et militaires arabes était attendue hier soir en Syrie, dans le cadre d'un pro-



Photo : DR.

toque de sortie de crise soutenu par la Ligue arabe pour mettre fin aux violences. «La mission a la liberté de se déplacer en coordination avec la partie syrienne et conformément au protocole» signé il y a semaine par Damas et la Ligue arabe, a assuré hier à l'AFP le porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, Jihad Makdissi.

Une première équipe de la Ligue était arrivée jeudi à Damas, pour préparer la mission des observa-

teurs. Le général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, qui doit diriger cette mission, se trouve pour sa part à Damas depuis dimanche soir, selon un responsable syrien qui a requis l'anonymat. Cette mission fait partie d'un plan de sortie de crise, qui prévoit l'arrêt des violences, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation dans le pays pour les observateurs arabes et la presse. Damas avait

officiellement accepté ce plan le 2 novembre, tout en continuant de tenter d'étouffer dans le sang la révolte entamée à la mi-mars contre le régime du président Bachar al-Assad.

Dimanche, le CNS avait annoncé que le quartier de Baba Amro était «assiégé et sous la menace d'une invasion militaire de la part d'une force estimée à 4 000 soldats», après trois jours de bombardement continu. De plus, les forces de l'ordre «ont changé les poteaux indicateurs des noms des lieux» dans des régions de Jabal al-Zaouia, dans la province d'Idlib (nord-ouest), afin d'induire les observateurs en erreur, a affirmé l'OSDH, demandant aux experts arabes de prendre contact directement «avec les militants des droits de l'homme sur le terrain».

Au total, la répression en Syrie a fait au moins 5 000 morts en neuf mois, selon l'ONU. Mais le régime ne reconnaît pas l'ampleur de la contestation et accuse des «gangs armés» de semer le chaos en Syrie.

Vendredi, les autorités ont accusé Al-Qaïda d'être derrière deux attentats sans précédent depuis le début de la révolte, qui ont visé des locaux des services de renseignements à Damas, faisant 44 morts.

MAROC

Manifestations pour la démocratie sans les islamistes

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche à Casablanca et Rabat à l'appel des jeunes du Mouvement du 20 Février qui revendique des réformes politiques profondes, pour la première fois en l'absence des représentants du mouvement islamiste Justice et bienfaisance.

Les islamistes du mouvement Justice et bienfaisance se sont retirés récemment du mouvement de contestation mené depuis le début de l'année par les jeunes pour la démocratie. Entre 4 000 et 5 000 personnes sont descendus dans la rue dans le quartier populaire Hay Mohammadi à Casablanca pour appeler à la poursuite de la lutte pour les réformes démocratiques, a constaté un journaliste de l'AFP.

A Rabat, le nombre de manifestants était de 300 à 500 personnes. La police a pour sa part indiqué à l'AFP que 3 500 personnes avaient manifesté dans tout le royaume. «Nous manifestons pour dire que la lutte va continuer malgré le retrait des organisations politiques, qu'elles soient islamistes ou autres», a déclaré à l'AFP Hamza Mahfoud, de la section de Casablanca du mouvement.

«Nos revendications sont légitimes et elles n'ont pas varié : une monarchie parlementaire et une plus grande justice sociale», a ajouté M. Mahfoud. «Nous voulons plus de justice sociale», «l'actuel gouvernement ne changera rien», «non au cumul de la fortune et du pouvoir» ont scandé les manifestants à Rabat et Casablanca.

Justice et bienfaisance, l'un des plus importants mouvements islamistes, interdit mais toléré par les autorités marocaines, a mis un terme à son appartenance au Mouvement du 20 Février, auquel il avait adhéré dès le début, «en raison des attaques» dont il a dit être l'objet de la part de certains jeunes contestataires.

Ces manifestations se poursuivent malgré l'appel au dialogue lancé par le nouveau chef du gouvernement marocain, l'islamiste modéré Abdelilah Benkirane, dont le Parti Justice et développement (PJD) a remporté les législatives fin novembre.

YÉMEN

Deux blessés dans des heurts à Sanaa

Deux personnes ont été blessées dans des heurts hier à Sanaa entre partisans du président Ali Abdallah Saleh et soldats demandant le départ d'un général accusé de corruption, ont rapporté des témoins.

Les soldats et officiers participant à un sit-in pour demander le départ du général Ali al-Chater, accusé de corruption et qui dirige depuis 1978 le service de propagande de l'armée, ont été attaqués par des partisans de M. Saleh dont certains étaient armés de fusils automatiques.

Le sit-in se tenait devant le service de l'information de l'armée sous une grosse bannière proclamant «On ne veut plus de Chater».

Une personne a été blessée par balle et l'autre par un jet de pierre. Le Yémen connaît de nombreux mouvements de protesta-

tion contre la corruption. Un sit-in est en cours pour demander le départ du chef du département des officiers au ministère de la Défense et d'autres ont lieu dans des académies militaires, un grand hôpital, et à la compagnie aérienne Yemenia. D'autres protestations ont lieu en province.

M. Saleh doit quitter le pouvoir en février en vertu d'un accord avec l'opposition qui lui accorde l'immunité mais des manifestants exigent qu'il soit jugé pour la répression qui a fait des centaines de morts depuis onze mois. A ce propos, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils étudiaient la demande de

visite du président yéménite Ali Abdallah Saleh, mais qu'ils ne l'accorderaient que pour raison médicale «légitime», a indiqué hier un haut responsable américain.

De hauts responsables ont également indiqué que le principal conseiller du président Barack Obama pour l'antiterrorisme, John Brennan, avait appelé le vice-président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi dimanche pour demander un «maximum de retenue» à l'égard des manifestants.

Treize manifestants ont été tués dans l'attaque lancée samedi à Sanaa par des forces de sécurité et des partisans armés du président Saleh.

Le bureau du président Saleh a contacté l'ambassade américaine à Sanaa et déclaré que le lea-

der yéménite souhaitait se rendre aux Etats-Unis pour «un traitement médical spécial», a expliqué un haut responsable américain. «Le seul motif pour lequel un voyage aux Etats-Unis du président Saleh serait autorisé est un traitement médical légitime», a dit ce haut responsable sous couvert de l'anonymat.

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, dont le départ du pouvoir est prévu en février, avait annoncé samedi à la presse qu'il allait se rendre «dans les prochains jours» aux Etats-Unis.

M. Saleh, blessé dans une attaque à la bombe contre son palais à Sanaa le 3 juin dernier, avait été soigné en Arabie saoudite.

SAHARA OCCIDENTAL

Le droit à l'autodétermination réaffirmé par l'ONU

La question du Sahara occidental a, encore une fois, reçu l'appui de l'Assemblée générale de l'ONU et du Conseil de sécurité qui ont réaffirmé, au cours de cette année, la solution permettant l'autodétermination du peuple sahraoui, mais l'absence de progrès dans le processus des négociations continue à buter sur des divergences entre le Front Polisario et le Maroc

Dans sa dernière résolution sur cette question, l'Assemblée générale de l'ONU a soutenu le processus de négociation initié par le Conseil de sécurité depuis 2007 en vue de parvenir à «une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental». Pour le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, si l'on aboutit à un statut final à travers duquel la population sahraouie n'aura pas exprimé ses vues clairement et de manière convaincante, «on risque de créer de nou-

velles tensions au Sahara occidental et dans la région». De son côté, le Conseil de sécurité a également avalisé une résolution dans laquelle il a réitéré son engagement à aider les deux parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, à parvenir à une solution qui permette l'autodétermination du peuple sahraoui.

Mais la victoire particulière obtenue par le Front Polisario dans cette dernière résolution du Conseil de sécurité est que pour la première fois, cet organe de décision de l'ONU a, sans équivoque, appelé le Maroc, comme pays occupant, à respecter les droits de l'homme du peuple sahraoui, et ce, après des années de négligence de cette question en raison de l'opposition d'un membre du Conseil de sécurité.

«Il est important d'améliorer la situation des droits de l'homme au Sahara occidental et d'engager les parties à collaborer avec la communauté internationale pour mettre au point et appliquer des mesures indépendantes et crédibles qui garantissent le plein respect des droits de l'homme», a finalement admis le

Conseil dans sa résolution 1979. Considérant, par ailleurs, que le maintien du statu quo n'est pas acceptable à long terme, il a invité les deux parties à faire preuve d'une plus grande volonté politique en vue d'une solution, en discutant de façon plus approfondie de leurs propositions respectives.

Ce qui a toujours été, d'ailleurs, le point de vue du Front Polisario qui a constamment proposé la tenue d'un référendum envisageant plusieurs options, dont celle de l'indépendance, tandis que le Maroc tient uniquement à un régime d'autonomie négocié et à un référendum de confirmation à option unique.

Lors des débats tenus sur le Sahara occidental à l'Assemblée générale et à la 4^e Commission de décolonisation, un grand nombre d'Etats et de représentants de la société civile internationale ont interpellé l'ONU pour l'intensification des efforts en vue de la tenue d'un référendum d'autodétermination dans ce dernier foyer du colonialisme en Afrique, qui est toujours en attente de sa décolonisation définitive.